

**Il avait promis de faire des révélations sur “la bande” et que la justice allait rouvrir les dossiers sur la corruption**

## **Gaïd Salah, des paroles en attendant des actes**



Le chef d'état-major de l'ANP, Ahmed Gaïd Salah.  
© D. R.

**Le vice-ministre de la Défense n'a toujours pas dévoilé les noms de ceux qu'il soupçonne de vouloir “diffuser de fausses informations” pour attenter à l'image de l'institution militaire.**

Pour pousser Abdelaziz Bouteflika à la démission, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, avait évoqué, le 30 mars, une réunion ayant regroupé des responsables militaires et politiques avec des officines étrangères. Il avait promis d'en dévoiler l'identité “le moment voulu”. Deux semaines plus tard, rien de concret ne semble entrepris.

Dans la foulée des coups de sommation à l'adresse du clan de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika, le chef d'état-major de l'armée a évoqué la tenue d'une réunion secrète pour échafauder “un plan” qui visait à “ternir l'image de l'armée”. Dans le lot des personnes suspectées, on trouve d'anciens cadres de l'armée, notamment l'ancien chef du DRS, le général-major Mohamed Mediène dit Toufik, l'ancien président Liamine Zeroual, l'ancien patron de la DSS, Direction des services de sécurité, Bachir Tartag, et d'autres responsables. Le général Toufik avait tenté de démentir les informations concernant une rencontre avec le général Tartag et un agent français, citée par des médias. Mais le lendemain, l'ancien président Liamine Zeroual a confirmé la rencontre avec l'ancien chef des services de renseignements, le général Toufik. Pis encore, Zeroual révèle que la rencontre, dont le but était de lui confier la présidence d'une période de transition, était inspirée par Saïd Bouteflika, le frère conseiller du président démissionnaire. Ces démentis n'ont pas suffi. Le chef d'état-major de

l'ANP répètera les mêmes accusations le 2 avril, lors d'un discours prononcé à l'occasion d'une rencontre avec tous les responsables de l'armée. Gaïd Salah avait alors lancé sa dernière sommation en demandant à Abdelaziz Bouteflika de démissionner. Mais contrairement à sa déclaration de la veille, il n'a cité personne parmi les "conspirateurs". Il a évoqué des démentis. Sans plus. Depuis, le chef des services de renseignements a été démis de ses fonctions et le service est de nouveau rattaché au ministère de la Défense nationale. Dans la foulée de ces accusations, Ahmed Gaïd Salah a également évoqué des jugements contre "la bande" qui "s'est enrichie" de manière "illégal". Il a promis des procès, et dans le discours qu'il a prononcé la semaine dernière à Oran, le chef de l'armée a rappelé que la justice "va rouvrir" des dossiers de corruption, à l'image de Khalifa, de Sonatrach et de l'affaire de la cocaïne. Pour lui, ces mesures visent à calmer les Algériens qui, en plus d'exiger le départ du système, demandent de juger les oligarques. Plus de deux semaines après ces déclarations, le vice-ministre de la Défense et chef d'état-major n'a toujours pas dévoilé les noms de ceux qu'il soupçonne de vouloir "diffuser de fausses informations" pour attenter à l'image de l'institution militaire. Plus que cela, les accusations portant sur la présence d'un "agent étranger", lors de ces rencontres, ne sont pas prises au sérieux, surtout que l'ambassade de France a démenti cette information. Sur le terrain judiciaire, en dehors des interdictions de sortie du territoire national (ISTN), brandies par la justice contre certains hommes d'affaires et de l'arrestation du patron de l'ETRHB, Ali Haddad, il n'y a, pour l'instant, aucune affaire sérieuse. Des informations, non confirmées, font état de perquisitions dans certaines entreprises et certains ministères. Des auditions se font par les éléments de la brigade économique et financière de la brigade de gendarmerie de Bab-Djedid, à Alger. Pour l'heure, il ne s'agit que de soupçons. Pendant ce temps, les proches de l'ancien chef de l'État sont hors d'atteinte. Si Saïd Bouteflika a disparu des radars, son frère Nacer est toujours secrétaire général au ministère de la Formation professionnelle. Tous les autres cadres de la Présidence, des partis de l'Alliance présidentielle et des institutions qui symbolisent l'ère Bouteflika sont toujours en poste. Y compris ceux qui ont été cités dans des scandales de corruption.

**Ali Boukhlef**